

Résolution de la Jeunesse socialiste suisse sur les protestations des étudiant-e-s suisses

En tant que socialistes, nous nous battons pour la liberté et contre toute forme d'assujettissement. Les hommes et les femmes ne peuvent être libres que s'ils-elles disposent d'informations suffisantes pour se défendre contre une oppression extérieure. À ce titre, la formation constitue un des piliers de la démocratie. Elle poursuit trois objectifs : l'émancipation et l'accomplissement de l'individu, et le développement d'un savoir collectif. Les hautes écoles, soit les universités et les hautes écoles spécialisées (HES), doivent y contribuer. Les institutions de formation sont un service public, et ne doivent pas être soumises aux intérêts privés.

Bologne et la contestation

Si la JSS approuve, en principe, les efforts d'harmonisation du paysage des hautes écoles en Europe, le processus de Bologne va dans la mauvaise direction. Cette réforme, conformément à la stratégie de Lisbonne, conduit à la scolarisation et à la marchandisation de la formation dans les hautes écoles ; preuve en est, par exemple, l'introduction en 2007 du principe d'« employabilité » (*employability*) dans la déclaration de Bologne. La réforme semble n'avoir pour seul but que d'adapter les universités aux exigences « du marché ».

Contrairement à ce qui avait été mis en avant lors de son introduction en Suisse, Bologne n'a pas conduit à une mobilité plus élevée des étudiant-e-s, qui est au contraire en diminution. En outre, l'application du processus de Bologne en Suisse révèle toute une série de lacunes. Le monde politique suisse doit comprendre qu'une réforme ne peut être mise en place avec succès sans les moyens financiers nécessaires. C'est pourquoi nous soutenons la mobilisation des étudiant-e-s de toute l'Europe, et nous sommes solidaires avec l'occupation d'auditoires dans les universités. La JSS est prête à porter les revendications des étudiant-e-s suisses, formulées démocratiquement, dans le processus politique au niveau national. En revanche, nous nous opposons à l'instrumentalisation de la protestation par des groupes non-démocratiques.

Élargir la contestation !

Nous voulons élargir la contestation : la politique de formation ne s'arrête pas au seuil des auditoires ! Nous ne revendiquons pas seulement des améliorations dans le système académique, mais également pour les autres secteurs de formation, dont les étudiant-e-s doivent aussi pouvoir disposer, pour leur formation continue, de bourses d'un montant généreux. Nous voulons une université pour tou-te-s : l'excellence ne doit pas être réservée à une élite, mais être accessible à chacun-e. Nous demandons donc, comme signe d'une lutte qui doit être menée sur tous les fronts, aux organisations d'étudiant-e-s d'élargir leurs prestations (associations sportives type ASVZ¹, librairies, etc.) à tou-te-s celles et ceux qui suivent une formation non-académique.

Avec les étudiant-e-s qui protestent dans les universités suisses, nous revendiquons :

Non à la discrimination !

Nous exigeons que chacun-e, indépendamment de son niveau de formation, puisse obtenir l'accès gratuit aux études supérieures après 10 ans dans le monde du travail.

¹ Akademischer Sportverband Zürich

Non à l'élitisme et la sélection dans les hautes écoles !

nous exigeons :

- la suppression des taxes d'études ;
- le renforcement et l'harmonisation des bourses d'études ;
- l'abolition de toute limitation d'accès aux hautes écoles type *numerus clausus*.

Non à la marchandisation de la formation !

Nous refusons :

- le financement privé de filières d'études ou d'instituts ;
- les cursus exclusivement axés sur le marché du travail.

Nous exigeons :

- l'amélioration de l'encadrement des étudiant-e-s ;
- la mise en place de plans d'études à temps partiel dans toutes les facultés.

Plus de démocratie !

Nous exigeons :

- la création, dans chaque université, d'une association d'étudiant-e-s de droit public ;
- l'organisation démocratique de l'ensemble du monde de la formation : étudiant-e-s, écolier-ère-s, enseignant-e-s, professeur-e-s, assistant-e-s et employé-e-s doivent pouvoir siéger décider ensemble dans des instances démocratiques, au niveau local et national.

Plus d'ouverture !

Nous voulons des universités critiques et non des usines à travailleurs-euses intellectuel-le-s. La priorité doit être donnée à un enseignement favorisant le développement d'un sens critique chez les étudiant-e-s.